

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Référence: n° 031/24/MSI/DMS/AIACF

version : 1 date: 02/12/2024

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾: AIA CF ☒ AIA BX ☐ AIA CP ☐
AIA AB ☐ AIA BR ☐ DC ☐


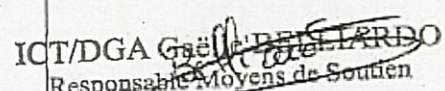
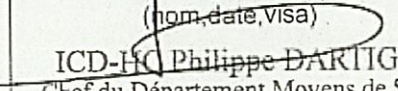
(1) cocher les cases correspondantes

OBJET

**FOURNITURE ET POSE D'UN FILTRE A PARTICULE
STATION KEROSENE (F44) AU BÂTIMENT 38
A L'ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CLERMONT-FERRAND**

Références documentaires éventuelles :

Résumé : La présente consultation décrit le besoin de remplacer un filtre à particule pour le circuit kérosène situé au bâtiment 38, sur le site de l'AIA à Clermont-Ferrand.

Entité émettrice: MSI	Mots-clés :	
REDIGE PAR	VERIFIE PAR	APPROUVE PAR
Émetteur du besoin (nom,date,visa)  Valentin MAGNER DMS / MSIE Valentin MAGNER	Prescripteur (nom,date,visa) ICT/DGA  BELLIARDO Gaëlle Responsable Moyens de Soutien BELLIARDO Gaëlle 04/12/2024	Sous-directeur Par délégation Chef du Département MS (nom,date,visa)  ICD-HQ Philippe DARTIGUES Chef du Département Moyens de Soutien DARTIGUES Philippe 4/12/24

Diffusion externe :
Diffusion interne : HAUL



 MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS <small>LE MINISTRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</small> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 02/12/2024
--	--	--

Table des matières

1 – OBJET / CONTEXTE.....	2
2 – TEXTES DE REFERENCE	2
3 – TERMINOLOGIE	2
4 – DESCRIPTION DES TRAVAUX	3
4.1 - Schéma hydraulique de l'installation.....	3
4.2 - Description des travaux.....	3
4.3 - Planning.....	6
4.4 - Manutentions.....	7
4.5 - Équipements de protection individuelle (EPI)	7
4.6 - Plan de prévention	7
4.7 - Documents à fournir par le titulaire.....	8
4.8 - Opérations de vérification et réception.....	8
4.9 - Garantie.....	8
5 – CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE	9
6 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	11
7 – HYGIENE ET SECURITE.....	13

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 02/12/2024</p>
--	---	---

1 – OBJET / CONTEXTE

La présente consultation décrit le besoin de remplacer un filtre à particule pour le circuit kérosène situé au bâtiment 38, sur le site de l'AIA à Clermont-Ferrand.

2 – TEXTES DE REFERENCE

Les installations à réaliser doivent être conformes aux normes et réglementation en vigueur à la date de l'offre.

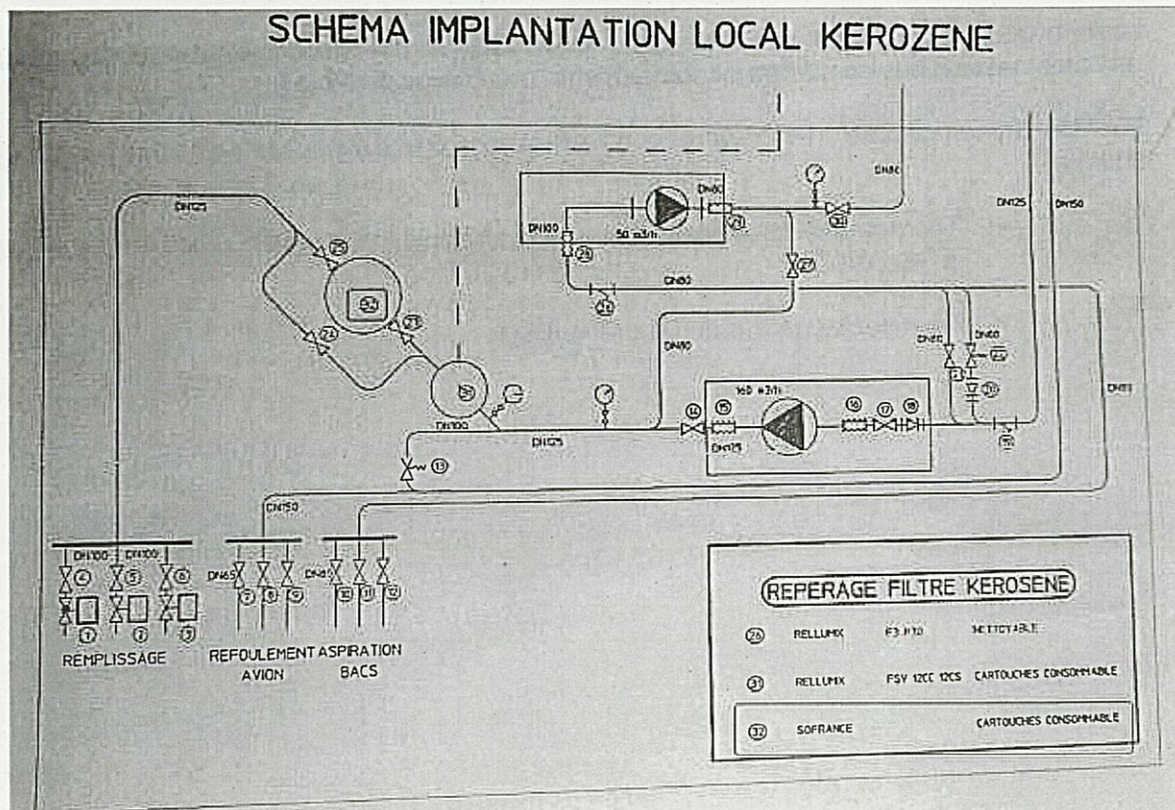
3 – TERMINOLOGIE

- AIA CF : Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont – Ferrand
- SIAé : Service Industriel de l'Aéronautique
- CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- MSI : Moyen de Soutien Infrastructure
- EPI : Equipements de Protection Individuelle
- RSC : Responsable de Suivi de Contrat
- DMS : Département moyens de Soutien

4 – DESCRIPTION DES TRAVAUX

Cette prestation intervient dans le cadre de l'obsolescence des cartouches filtrantes actuelles et du maintien en état des installations.


4.1 - Schéma hydraulique de l'installation



4.2 - Description des travaux

Le titulaire devra effectuer les travaux suivants :

- Consignation, balisage et mise en sécurité hydraulique et électrique de l'installation
- Vidange du kérosène dans le filtre existant et consignation des vannes amont et aval
- Dépose du filtre existant et des cartouches usagées, évacuation via une filière adaptée

 MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS <small>Le Pot à Filtration Rellumix</small> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 02/12/2024
--	--	--

▪ Fourniture et pose de :

- 1 filtre à particules sur mesure Rellumix type 5CF6 ou équivalent
- 1 jeu de cartouches filtrantes Rellumix type CF6100m5 ou équivalent
- 1 indicateur de pression
- 1 dégazeur automatique

Le nouveau pot de filtration devra respecter la longueur entre les brides existantes. Les prises de côtes nécessaires au dimensionnement sont à la charge du titulaire.

En cas d'incompatibilité, les travaux de modifications des tuyauteries sont à la charge du titulaire

- Déconsignation, remise en pression, purge et essais en présence de l'exploitant et de l'AIA CF
- Fourniture d'un rapport d'intervention

NORMES ou SPECIFICATIONS APPLICABLES -

- CODAP ou NF EN 13445
- DESP 2014/68/UE

DEFINITION DES EQUIPEMENTS

1 filtre pour du kérosène

- Elimination des particules en suspension

FILTRE A PARTICULES TYPE 5CF6100m5

→ Débit de calculs	= 160 m3/h
→ Matériaux de construction	= Acier Carbon
→ Position du corps	= vertical
→ Ouverture du couvercle	= par boulons
→ Manutention du couvercle	= par potence
→ Code de calculs	= EN13445
→ Classification DESP 2014/68/UE	= catégorie II / Mod A2* (à confirmer après études)
→ Joints de corps	= nitrile 70 sh
→ Diamètre de raccordement	= Bride DN200 PN10
→ Perte de charge initial	= ≥ 200 mbar
→ Δp de colmatage	= 1500 mbar, (1.5 bar)
→ Pression de service	= 5 bar
→ Température de calculs	= 0 °C / +50 °C

✓ **EQUIPEMENTS INTERNES PAR CORPS DE FILTRE**

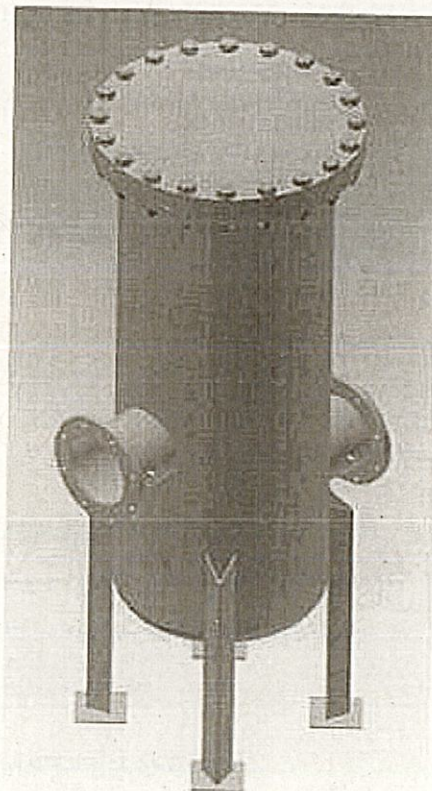
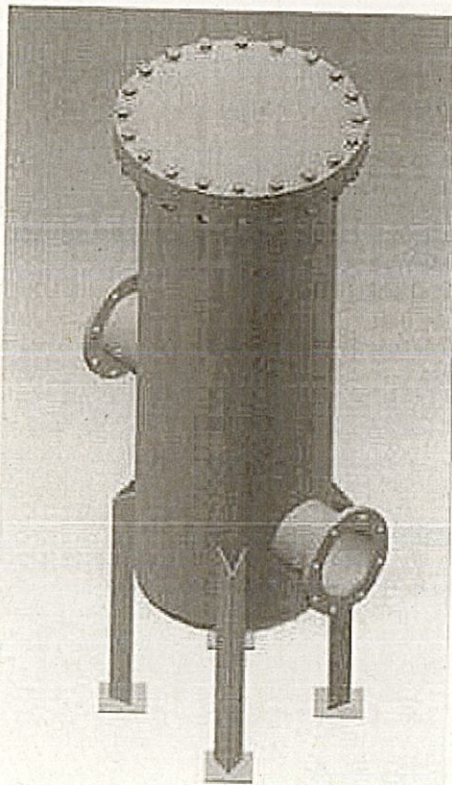
Le corps de filtre est conçu pour recevoir les matériels ou composants internes suivants :

- ✎ 4 cartouches filtrantes types CF6100m5
 - Sens de filtration : exter. \Rightarrow inter.
 - Degré de filtration : 5 μ

✓ **EQUIPEMENTS EXTERNES PAR CORPS DE FILTRE**

- ✎ 1 pontet support manomètre
- ✎ Support plaque de firme Constructeur / Fabricant
- ✎ Soupape de sécurité 10 Bar.


- 1 indicateur de pression différentielle à lecture visuel équipé de raccords et tuyauteries
 - : Plage de mesure : 0 à 1.6 bar.
 - : Corps : Inox
 - : Cadran : 79
 - : Entrée / Sortie : G1/4"
 - : Vannes boisseau sphérique d'isolement amont/aval
- 1 Purge d'air automatique
 - : Corps inox 316 L
 - : Ø Échappement, 1/2"
- 1 Purge d'air manuelle par vanne boisseau sphérique
 - : Corps inox 316 L
 - : Ø 1/4"
- 1 Vanne manuelle de vidange, par vanne boisseau sphérique
 - : Corps inox 316 L
 - : Ø 1/4"



Images non contractuelles

4.3- Planning

Le titulaire doit présenter un planning 1 mois avant le commencement des travaux, à compter de la date de notification du marché avec les zones et la durée d'intervention.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>Zabou Zabou Zabou</p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 02/12/2024</p>
--	---	---

4.4- Manutentions

Le titulaire assure toutes les manutentions nécessaires au chantier, y compris les déchargements et chargements de camions. Le titulaire doit prévoir l'ensemble des appareils de travail, de protection et manutention.

4.5- Équipements de protection individuelle (EPI)

Toutes les protections individuelles nécessaires à ses opérateurs et appropriées pour prévenir les risques générés par les travaux sont à la charge du titulaire.

En raison de la présence de vapeurs de kérosène, le port d'EPI spécifiques est obligatoire (combinaison, masque ventilé, gants etc.).

Le titulaire fournira le mode opératoire pour son intervention et les mesures de protection qu'il prévoit.

4.6- Plan de prévention

Conformément à l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, il est procédé, à l'initiative du responsable AIA CF des travaux, à une inspection commune des locaux.

Lorsque ces risques sont identifiés, les 2 employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.


L'inspection commune préalable devra être effectuée au plus tard 15 jours avant le début des travaux effectifs sur le site. En effet, comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par les entreprises (utilisatrice et extérieure) avant le début des travaux.

Le plan de prévention sera obligatoirement signé par les responsables juridiques des deux entreprises. Un délai de deux semaines est donc souhaitable pour faciliter l'apposition de signatures.

Si tel n'est pas le cas, l'A.I.A.C.F. se verra dans l'obligation de reporter le début de la prestation à une date ultérieure.

Points de vigilance :

- EPI spécifiques contre les vapeurs de kérosène
- Risques liés aux modifications de tuyauteries (soudure, brasure etc.) sur installation alimentée en kérosène (F44)

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><small>Le service de l'aéronautique</small></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 02/12/2024</p>
--	---	--

4.7 - Documents à fournir par le titulaire

Pendant la phase de préparation de chantier, le titulaire fournit les éléments suivants :

- Les fiches de demande d'accès pour chaque personne intervenant sur le site,
- Le planning et la méthodologie d'intervention,
- Les mesures de prévention prévues.

A la fin des travaux :

Dès que possible et avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur doit remettre au maître d'œuvre, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :

- Les schémas et fiches techniques du matériel
- Les notices de maintenance précisant la périodicité préconisée pour le remplacement des cartouches filtrantes
- Un bordereau de suivi des déchets pour l'évacuation des matériels et consommables usagés

4.8 - Opérations de vérification et réception

Vérification de la conformité de l'installation.

Afin de contrôler la conformité de l'installation, l'AIA CF pourra mandater à ses frais un organisme habilité et agréé pour vérifier la conformité de l'installation


Réception des prestations

La réception par l'AIA CF se déroulera après la levée de toutes les non-conformités par le titulaire.

Elle est prononcée par le chef du département Moyens de Soutien après vérification effectuée par le bureau MSI et remise des documents à fournir par le titulaire.

4.9 - Garantie

Le titulaire s'engage à assurer une garantie (1 an parfait achèvement et 2 ans de bon fonctionnement) pièces, main d'œuvre et déplacements à compter de la date de réception.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p align="center">version : 1 du 02/12/2024</p>
---	--	---


5 – CONDITIONS D'ACCES SUR LE SITE

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :


- le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 3 mois (demandes d'accès annuelles) à 10 jours (demande ponctuelles) avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.
- le personnel de cette liste devra avoir fait l'objet d'une enquête administrative et avoir recueilli l'accord d'accès de l'Officier de Sécurité.
- Cette enquête a une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance : Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.
- Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le Poste Accueil Filtrage (PAF).
- Ce badge sera obligatoirement rendu au PAF à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
- l'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage,
- le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise,
- les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
- les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché).
- Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations
- les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,
- Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Fd</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p align="right">Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p align="right">version : 1 du 02/12/2024</p>
---	--	---

- aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7h00 et 7h20 et entre 16h00 et 16h20 du lundi au jeudi et entre 14h00 et 14h20 le vendredi
- l'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites.
- la responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,
- l'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,
- interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,
- l'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF.
- interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes)
- interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.
- interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès des bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit.
- en application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,
- interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,
- toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes.
- le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><i>Jeune Général Fonction</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p align="center">version : 1 du 02/12/2024</p>
---	--	---

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

6 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'AIA CF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015.

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIA CF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- L'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.

- Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIA CF.


Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><small>Service Logistique Fourniture</small></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p>version : 1 du 02/12/2024</p>
---	---	---

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type « chips » sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations et dans le cadre du plan de prévention, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Concernant la sensibilisation des personnels pour tous les sites :

Il sera demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

- **Air**

Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- **Eau et sol**


Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

- **Bruit et vibrations**

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

- **Economies d'énergies**

Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS</p> <p><small>Le Travail L'Engagement L'Innovation</small></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF</p> <p align="center">version : 1 du 02/12/2024</p>
---	--	---

- **Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)**

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.

- **Tri des déchets**

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

- **Sécurité incendie**

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

Il appartiendra au responsable AIACF de suivi de contrat d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.

7 – HYGIENE ET SECURITE

Conformément à l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, il est procédé, à l'initiative du responsable AIA CF des travaux, à une inspection commune des locaux au cours de laquelle un plan de prévention est élaboré.


Cette inspection doit avoir lieu préalablement à l'exécution des travaux.

L'inspection commune préalable doit conduire à :

- délimiter le secteur d'intervention de l'entreprise extérieure,
- matérialiser les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs,
- indiquer les voies de circulation que peuvent emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures,
- définir les voies d'accès des travailleurs aux locaux et installations à l'usage de l'entreprise extérieure prévus à l'article R.4513-8 (sanitaires, vestiaires, restauration).

L'échange d'un plan de prévention doit permettre au titulaire d'être en possession d'un inventaire suffisamment exhaustif des risques d'accidents du travail et maladie professionnelle auxquels ses personnels sont susceptibles d'être exposés au cours de l'intervention.

L'inspection commune préalable et l'échange du plan de prévention devront être effectués au plus tard 15 jours avant le début des travaux sur le site de l'AIACF.

 <p> MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS <small>Le service des armées et des anciens combattants</small> ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CLERMONT-FD </p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p align="center"> Référence : 031/24/MSI/DMS/AIACF version : 1 du 02/12/2024 </p>
--	--	--

En effet comme le spécifie le code du travail, le plan de prévention doit être signé par toutes les parties concernées avant le début des travaux. Si tel n'est pas le cas, la date de début d'exécution des travaux sera reportée à une date ultérieure.